



La province du Kongo Central Qui sont ses ennemis et pourquoi ?

EAE ASBL
Cellule d'études stratégiques

« Dans les tout prochains jours, il y aura un deuxième épisode de la marche de soutien de la stabilité des institutions provinciales et du moratoire du Chef de l'État. Je demande à toutes les populations autochtones du Kongo Central, et surtout à tous les leaders Wazalendo, de se préparer en conséquence. Nous sommes obligés de défendre notre province contre les ennemis qui veulent la détruire à tout prix. »

Nous estimons que ce discours, inutilement opaque, **n'aidera pas le Kongo Central**, et ce pour les raisons suivantes.

À l'intérieur comme à l'extérieur du Congo, **depuis 1960**, les marches populaires n'ont, dans l'immense majorité des cas, **résolu aucun problème structurel durable**. Bien souvent, elles ont au contraire **aggravé les tensions existantes**, produit des malentendus politiques ou servi de prétexte à des instrumentalisations diverses.

Les peuples du Kongo Central ont **tout intérêt à concevoir, structurer et consolider des mécanismes de défense de leurs intérêts** par des **voies de négociation politique, de dialogue institutionnel** ou encore par des **recours judiciaires**, afin de contribuer à l'émergence d'un **véritable État de droit** dans la province — un État de droit **construit dans les faits**, et non simplement proclamé dans les discours.

1. Sur la “stabilité des institutions provinciales” et le moratoire du Chef de l’État

Si la première vague de marches n'a pas produit de résultats jugés satisfaisants, il est impératif de se poser, **avant toute récidive**, plusieurs questions fondamentales :

- La stabilité des institutions provinciales et le moratoire du Chef de l’État sont-ils **réellement utiles au développement du Kongo Central** ?
- Comment cette utilité est-elle **démontrée concrètement** aux populations concernées ?
- Existe-t-il un **consensus populaire réel** sur cette question ?
- Si oui, **sur quelles bases objectives, politiques, économiques ou sociales** ce consensus repose-t-il, et pourquoi ?

2. Sur la légitimité et l'efficacité de la première marche

La première mobilisation était-elle :

- légitime sur le plan démocratique ;
- justifiée sur le fond ;
- correctement structurée, encadrée, menée et ciblée ?

Pourquoi n'a-t-elle pas atteint les résultats escomptés ?

Qu'est-ce qui a fonctionné ?

Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné, et pour quelles raisons précises ?

3. Sur les objectifs de la seconde mobilisation annoncée

La seconde vague de marches vise-t-elle :

- les **causes premières** des problèmes identifiés,
- leurs **sources réelles et structurelles**,
- ou seulement leurs **effets visibles et immédiats** ?

Les motivations du projet sont-elles clairement **démocratiques, citoyennes, humanistes, patriotiques**, et surtout **conformes à l'intérêt réel du Kongo Central** ?

4. Sur la prise en charge du destin du Kongo Central

« Je demande à toutes les populations autochtones du Kongo Central, et surtout à tous les leaders Wazalendo, de se préparer en conséquence. »

Il est effectivement essentiel d'attirer l'attention des peuples du Kongo Central sur la **prise en charge collective et responsable de leur propre destin**.

Cependant, cela suppose que ce destin soit **clairement défini, débattu** **démocratiquement, validé par le plus grand nombre**, et inscrit à la fois dans **l'intérêt du Kongo Central** et dans celui de la **nation congolaise dans son ensemble**.

5. La question centrale des rétrocessions

La problématique des rétrocessions demeure l'un des **grands problèmes nationaux non résolus** :

- Pourquoi les provinces transfèrent-elles leurs richesses à Kinshasa ?
- Pourquoi Kinshasa ne leur rétrocède-t-elle que **40 %** de leurs recettes, et non **100 %**, comme il s'agit pourtant de leurs propres taxes et impôts ?
- Que devient cette part de 40 % durant l'intervalle, et pour quelles finalités précises ?

Ce mécanisme constitue historiquement **l'une des causes profondes des tensions, frustrations et rébellions** à travers le pays.

Comment le Kongo Central entend-il **participer à une solution nationale** sur cette question fondamentale ?

Kinshasa ne devrait-elle pas être considérée comme une **province à part entière**, assumant le coût de son statut de capitale tout en bénéficiant, certes, des priviléges qui y sont attachés ?

6. Sur la désignation des “ennemis du Kongo Central”

« *Nous sommes obligés de défendre notre province contre les ennemis qui veulent la détruire à tout prix.* »

Les citoyens du Kongo Central doivent impérativement se poser des questions claires et responsables :

- Qui sont concrètement ces ennemis ?
- Pour quelles raisons le seraient-ils ?
- Quels mécanismes pacifiques, juridiques ou politiques peuvent permettre de régler les différends existants ?

Surtout, comment s'assurer que le Kongo Central ne s'engage pas, une fois de plus, sur une voie menant à une **autodestruction politique, sociale ou institutionnelle**, comme cela a déjà été le cas par le passé ?

Conclusion

Dans le cadre de ses nombreux projets, **EAE ASBL** se tient à la disposition du Kongo Central pour proposer des **analyses objectives, neutres et indépendantes**, en tant qu'observatrice extérieure, afin d'aider la province à éviter **les erreurs déjà commises** par de nombreuses entités administratives engagées dans des processus de développement endogène et intégré.

Contacts :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
|  | Avenue Mutsaard 75/1 |
|  | 1020 Bruxelles |
|  | Royaume de Belgique |
|  | +32 486 74 17 04 |
|  | eae.asbl@eaeasbl.com |
|  | https://eaeasbl.com/contacts |
-